

Le concept de synarchie revient beaucoup dans vos travaux, pourriez-vous nous expliquer ce qu'il représente ?

La synarchie n'est pas un concept mais une réalité tangible. C'est une forme de regroupement du capital financier ultra-concentré qui a été créé en 1922, année particulièrement importante, où la crise financière italienne entraîna une intervention massive du grand capital international. L'Italie était un pays très endetté auprès de ce dernier, qui est intervenu directement dans le règlement de sa dette, règlement financier et politique, comme l'a montré l'ouvrage de Douglas J. Forsyth, *The Crisis of Liberal Italy : Monetary and Financial Policy, 1914-1922* (Cambridge, Cambridge University Press, 1993). Ces tractations fournissent la clé de la solution politique Mussolini – très proche de celle que prévoyaient récemment (et prévoient probablement toujours) les instances internationales du capital (BCE, FMI) avec la solution Monti – et qui triompha en 1926 au Portugal avec Salazar. Donc, le capital international qui évidemment n'a pas attendu 1922 pour s'organiser, se concerte en tout cas alors en se posant une question générale : les institutions politiques ici ou là peuvent-elles permettre de régler des situations d'endettement et de crise comme celle de l'Italie ? La réponse est non : la « démocratie parlementaire » ou baptisée telle doit être remplacée par une solution à poigne qui permettra de régler la dette extérieure italienne en obtenant de la classe ouvrière, des salariés et des paysans, des sacrifices tels que l'Italie pourra honorer ses obligations financières à l'égard de ses créanciers étrangers. C'est en cette même année que se constitue en France ce qu'on appelle la synarchie, reconstitution par un certain nombre de banquiers, financiers et représentants du capital industriel très concentré, d'un petit noyau de gens qui s'étaient retrouvés sur les bancs de l'Ecole polytechnique ou d'autres grandes institutions aboutissant en France à la fonction de grand banquier. Pour ne pas entrer dans les détails ici, j'explique ce processus à la fois dans *Le choix de la défaite sur les années 1930, De Munich à Vichy* et dans la nouvelle version de mon ouvrage *Industriels et banquiers français sous l'occupation*, à paraître en août 2013. Donc, ces gens qui sont au départ une douzaine, on en connaît onze dont la liste exacte figure dans *Le choix de la défaite* (p. 37) – se réunissent en reconstituant une association que le polytechnicien Saint Yves d'Alveydre avait créée dans les années 1880, comme il ressort de diverses archives policières. Comme le savent ceux qui font de l'histoire intérieure, les archives de la police constituent la source privilégiée sur le détail de la vie politique d'un pays : elles décrivent avec précision le contrôle capitaliste de la presse, des partis, des institutions, des individus etc. Cette synarchie représentait la haute banque, Banque de France incluse, sous la forme initiale de la banque d'affaires Worms, de la banque Lehieux, bientôt c'est peut-être le douzième fondateur dont on ignore le nom la banque d'Indochine, mastodonte comparable pour l'Indochine à la Banque de France puisqu'elle a le droit d'y battre monnaie. S'y ajoute un groupe inconnu de tous



mais qui a pourtant une importance considérable dans le dispositif politico-électoral du grand patronat, comme énorme bailleur de fonds : le groupe de Nervo, dont un émissaire, Henry Du Moulin de Labarhète, a été un homme politique au rôle crucial entre le fascisme des années 1930 et Vichy (il fut chef du cabinet civil de Pétain). Il a, comme je le montre dans mes deux ouvrages sur l'avant-guerre, joué un rôle énorme dans la synarchie (et son aile marchante, la Cagoule) et dans le complot qui aboutit en France à la liquidation de la République. Pour parler clair, ce sont des groupes particulièrement engagés dans le commerce international, le transport maritime, le fret, l'investissement colonial, partie prenante du capital international et de son organisation. La synarchie est donc une incarnation de la haute banque, de l'industrie lourde, avec le Comité des Forges et le Comité des Houillères, poids lourds de l'économie et principaux décisionnaires français. D'ailleurs, parmi les douze fondateurs, on trouve le chef du Comité des Houillères, Henri de Peyerimhoff, un des chefs aussi, dimension financière incluse, du fascisme français. La caractéristique commune de ces hommes est qu'ils sont pratiquement tous issus de l'Action française, véritable matrice du fascisme français, comme l'a montré Brian Jenkins dans une communication remarquable « L'Action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle » (in Michel Dobry, éd., *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 107-154). Ce noyau de douze personnes est beaucoup plus étroit que ce qu'en 1936, à la faveur de la campagne électorale, la gauche appelle « les 200 familles », c'est-à-dire les deux cents plus gros actionnaires de la Banque de France. Je dirais que c'est plutôt le noyau du gouvernement de la Banque de France, sachant que ledit « gou-

vernement », c'est-à-dire la petite structure groupée autour du gouverneur, est à échelle plus ou moins rapprochée intégrée à la synarchie. On les retrouve pratiquement tous. Ce petit groupe s'étoffe ensuite un peu. Son noyau économique, au milieu des années 1930 est constitué d'une trentaine de personnes : les deux principaux rapports policiers sur la synarchie, respectivement de mai ou juin 1941 (rapport Chavin, citant les 46 principaux « affiliés ») et de juillet 1942 (Service des Sociétés secrètes, 97 noms), fournissent la petite centaine des plus importants. Sur ce nombre, une trentaine de grands lieutenants financiers sont décisifs; je qualifie ceux qui sont particulièrement utilisés à des fins de propagande de « sous-synarques » : pourvus d'un rôle important dans le dispositif idéologique et politique, ils ne sont pas des décideurs au sens propre du terme, les décideurs se bornant à ceux qui tiennent les cordons de la bourse, c'est-à-dire vraiment le cœur du capital. Ce sont donc ces gens qui décident dans les années 1920 qu'il faut se débarrasser de la République, démocratie parlementaire qui fonctionne d'ailleurs de manière bien moins démocratique qu'il ne semble. Il faut s'en débarrasser parce que, compte tenu des enjeux des années 1920 qui viennent d'être réglés en Italie en octobre 1922, il faut établir un système politique qui empêche efficacement les masses de se défendre. Or, le système parlementaire français assure une certaine efficacité de la défense avec des partis, des syndicats qui, même compréhensifs, dociles au patronat et mollassons, sont sensibles aux desiderata de leur électeurat. Ils opposent donc une force de résistance très désagréable et font tarder les solutions prescrites par le grand capital, qui considère que la suppression des partis et des syndicats par Mussolini est une bien meilleure solution.

L'affaire commence dans les années 1920 avec deux premières tentatives de putsch. J'ai évoqué ce qui s'est appelé le projet de « putsch Lyautey », préparé entre 1926 et 1928. Ensuite, vu les configurations politiques obtenues (notamment la collaboration régulière de la gauche, à l'époque le parti radical, avec la droite, pour appliquer des politiques d'austérité), la synarchie se pose moins directement la question jusqu'à l'explosion de la crise de 1929-30 et en particulier sa phase systémique bien connue de 1931. C'est à ce moment-là que la synarchie, issue du petit noyau aristocratique du capital, s'étend dans les grandes écoles, parce qu'il lui faut disposer de grands exécutants, tant dans la gestion de ses intérêts privés qu'au sein de l'appareil d'État : c'est l'inspection des Finances, institution reine de l'Ecole libre des sciences politiques (prédécesseur de l'Institut d'études politiques) qui, en premier lieu les lui fournit. En 1930 est fondé le Comité X-Crise, dirigé par Jean Coutrot et ses amis, structure qui recrute à l'Ecole polytechnique d'autres grands lieutenants dociles et bien payés, ce qui est assez facile compte tenu à la fois des pratiques techniques et de l'origine sociale des intéressés. On recrute aussi dans d'autres grandes écoles, par exemple l'Ecole normale supérieure, qui fournit des idéologues et des « plumes », ces jeunes gens sachant bien écrire, comme Centrale, etc. Puis, à partir de 1934-1936, la synarchie sort des bureaux de la banque Worms, qui dirige ce recrutement. Dans une phase de radicalisation populaire, d'amélioration de la défense ouvrière ou de perspectives d'amélioration, et alors qu'elle n'est qu'un petit groupuscule qui a évidemment beaucoup d'argent, qui finance les journaux, les partis, elle est contrainte de s'acquiescer une assise élargie. Jean Coutrot est chargé avec d'autres de constituer de nouveaux comités que j'appelle, j'en donne la liste bien sûr (*Le choix de la défaite*, chap. 1 et 6) comités « attrape-tout ». Ils permettent à la banque Worms de recruter dans des milieux qui appartiennent à la petite et à la moyenne bourgeoisies et au sein, plus largement, de la gauche anticommuniste.

(A suivre)

Entretien réalisé à Paris par Mohsen Abdelmoumen et Jocelyne De Ruytter

Site web d'Annie Lacroix-Riz : <http://www.historiographie.info/>

Actuellement, l'impérialisme, comme avant 1914, est confronté à une crise extrêmement grave, extrêmement longue, qui dure d'autant plus longtemps qu'il a trouvé des parades très efficaces à la baisse du taux de profit.